

La situation dramatique de la Grèce a un impact d'une grande violence sur la politique éducative du pays : baisse drastique du financement public, privatisation en marche, paupérisation des enseignants, exclusion scolaire, chômage record des jeunes... Cette crise extrême s'ajoute aux problèmes récurrents du système éducatif grec.

► "Colère sans espoir"

Décembre 2008, une répression hors norme : Alexis, collégien de 15 ans, est tué par balles par un policier dans le quartier d'Exarcheia¹ à Athènes. Dans le pays, la réaction est rapide. Elle prend la forme d'une action collective inédite depuis 25 ans, *insurrectionnelle*, menée par des milliers de jeunes : lycéens surtout, collégiens, travailleurs précaires, jeunes immigrés, jeunes des milieux autonomes et anarchistes..., et *structurée*, menée par les syndicats, les enseignants, étudiants, parents, enfants, grands parents... Elle témoigne d'une fureur, d'une rage inouïe !

"L'Éducation est la clef de la reprise économique. Réduire les dépenses pour l'Éducation en période de récession économique ralentit le processus de reprise", F. van Leeuwen, SG de l'IE, Athènes, 2011

La grille de lecture de cette explosion sociale est sans ambiguïté : brutalité de la police et de l'État, corruption et impunité, débâcle du système économique, défaillances du système éducatif -et impact de la puissante mobilisation étudiante contre la réforme de l'université-, chômage... et sentiment insupportable d'un futur condamné...

► Crise chronique de l'École...

Régi par le "ministère de l'Éducation nationale et des affaires religieuses" (pas de séparation de l'église et de l'État !), le système éducatif est plutôt conservateur. L'un des objectifs est de développer la conscience nationale et religieuse. La ministre de l'Éducation (PASOK) est ancienne commissaire de l'UE pour l'emploi et les affaires sociales...

► Archaïsme du système...

L'École est à bien des égards inefficace et n'assure guère la promotion sociale. Sa structure est identique depuis 30 ans. Le poids de l'église orthodoxe et l'autoritarisme du gouvernement sont un frein à la modernisation de l'enseignement. S'y ajoutent des restrictions budgétaires récurrentes. L'institut pédagogique est sous financé, les établissements vétustes et surchargés, les manuels anciens, les programmes trop universitaires et lourds. L'éducation de la petite enfance est sacrifiée. La scolarité secondaire est intensive mais peu efficace, rendant la vie quotidienne des élèves difficile. Pour beaucoup, l'objectif c'est une place à l'université... où la sélection est sévère. Nombre de jeunes s'y préparent dès l'âge de 12 ans, parfois dès le primaire ! Ainsi les rythmes scolaires sont effrénés. Beaucoup de familles font d'énormes sacrifices en payant des cours privés après la classe. Cela renforce les inégalités scolaires, marque une dévalorisation de l'enseignement public, et pire encore, une privatisation masquée de l'École. Conséquences : le taux d'échec à l'entrée de l'université est important et les sorties prématurées nombreuses, soit 20 % des lycéens... voués au chômage. La scolarité moyenne est de 12 ans,

en dessous de celle de l'OCDE. Pourtant très malmenés par leurs conditions d'exercice, les enseignants du public font face. Avec toujours moins de moyens, ils tentent de palier les manques du système.

► Réformes contestées...

Les réformes, *universitaire en 2005, scolaire en 2009*, sont rejetées catégoriquement ! L'abrogation de l'article 16 de la constitution, qui garantit l'enseignement public et gratuit pour tous, met le feu aux poudres ! Et personne n'est dupe du projet de libéralisation du marché éducatif que voudrait imposer la troïka FMI / UE / BCE pour faire baisser les dépenses publiques. Les personnels -comme beaucoup de citoyens- refusent ce projet d'école et d'université néolibéral et craignent que leur statut de fonctionnaires vole en éclat !

La réforme de l'enseignement supérieur renforce la sélection à l'entrée de l'université, ouvre au financement privé (des établissements pour élites !) et à l'implication des banques dans l'attribution de bourses ou de prêts. Celle intitulée *"Enseignement primaire et secondaire : l'école au XXI^e siècle"* a suscité méfiance puis forte opposition. Il s'agit de remanier les programmes, de développer le numérique et l'informatique, de promouvoir l'autonomie des établissements, des contenus, des méthodes... et de supprimer la formation des enseignants !

Aujourd'hui, cette réforme n'est qu'expérimentée dans quelques d'écoles... Toutes deux ont donné lieu à une mobilisation sans précédent, dans sa force et sa durée.

► Exclusion des minorités...

Dans une Grèce multiculturelle, minorités et étrangers représentent 13 % de la population mais seules les minorités *religieuses* (Turcs musulmans ou orthodoxes) sont "tolérées". Les minorités *linguistiques* -niées par des personnalités politiques importantes !-, n'ont pas de réalité juridique. Car deux positions idéologiques s'affrontent : l'une, *chère à l'église*, basée sur l'identité gréco chrétienne et l'ethnocentrisme, voire la xénophobie ; l'autre basée sur le *pluralisme culturel respectant les droits humains* et contre les stéréotypes nationalistes.

La loi de 1996 sur l'éducation des minorités, qui devait créer des *"écoles interculturelles"* pour l'intégration et l'acceptation des cultures, se solde par l'exclusion ou l'assimilation des élèves d'origine étrangère. Les enseignants de ces écoles maîtrisant rarement la langue maternelle des élèves, celle-ci n'est pas enseignée, seuls le grec puis l'anglais ou le français le sont... Pas de droits linguistiques donc ! Les minorités turques, qui ont droit à l'enseignement du turc (traité de Lausanne), sont un peu mieux lotis, et 50 jeunes (!) sont admis chaque année à l'université. Mais pour les Turcs non religieux, les Pomaks, Albanais, Aroumains, macédoniens, Bulgares, Arméniens..., l'avenir scolaire est sombre. Quant aux Tsiganes, particulièrement victimes de discrimina-

tion et de violence, leurs enfants sont quasi exclus du droit à l'éducation ! Ainsi, le système éducatif grec se fait le relais de l'idéologie nationaliste : *une nation, une religion, une langue...*



► Pisa 2009...

Logiquement, et en dépit de quelques progrès antérieurs, les indicateurs sont globalement alarmants : faibles taux de réussite à tous les niveaux, ressources consacrées à l'éducation insuffisantes, accueil de la petite enfance sous développé, carence des programmes, enseignement technique et professionnel peu attractif, système universitaire trop rigide..., ce qui place la Grèce 25^e sur 35 pays, avec des résultats partout en dessous de la moyenne. Bref, l'école grecque est perçue comme un système au rabais !

► 2011, crise sans précédent...

• **Dans le secteur public**, les coupes budgétaires se succèdent. Avec l'aggravation de la crise, elles s'amplifient considérablement. En 2010, tous les ministères voient leur budget amputé de 10 %. En 2011, nouvelle saignée de 30 000 postes de fonctionnaires. Services publics et catégories les plus modestes en paient le prix fort, mais la lutte contre la fraude fiscale des plus riches est oubliée ! L'exaspération explose, dans les manifestations et dans les têtes. Les suicides ont augmenté de 40 %.

• **Les jeunes** ont toutes les raisons d'être en colère. Beaucoup, pourtant qualifiés, sont sans emploi. Le diplôme a peu de valeur à la sortie de l'université. Les contrats de sous-traitance fleurissent jusque dans les services publics et échappent au droit du travail. Le CDD est une exception. On parle de "location" de travailleur sans droit. La "génération 700 €" est devenue "génération 300" ! Le taux de chômage moyen atteint 18,4 % en août 2011 (+ 48 % en 1 an !), trois fois plus pour les jeunes. Le pessimisme est record...

• **L'Éducation** (avec la santé) est, comme toujours, particulièrement ciblée. Les chutes sont vertigineuses : celles, l'an dernier, du recrutement d'enseignants titulaires (- 50 %) et de vacataires (- 70 %), des salaires (- 40 % globalement) ! Conséquences : le nombre d'élèves par classes et d'heures de cours par enseignant augmentent, fin aujourd'hui du recrutement de titulaire et de la formation, plus de temps partiel ni de remplacement ! Environ 1 000 écoles ont été fermées et le matériel fait défaut (seuls 5 sur 1 200 manuels scolaires ont pu être imprimés à la rentrée) ! Avant la crise, les enseignants gagnaient 51 % du salaire moyen des enseignants des douze premiers pays de la zone euros. Davantage sous payés aujourd'hui, ils complètent leurs revenus en donnant des cours privés ! Et ces chutes se poursuivent cette année... comme elles se poursuivront l'an prochain.

En outre, les syndicats dénoncent une politique de *consultation*, non plus de *négociation*, et le refus de les rencontrer !

► Le budget 2012

Il est d'une rigueur extrême : dépenses - 5 %, recettes fiscales + 7 %. Hausse des impôts, baisse des salaires, des pensions et du nombre de fonctionnaires sont plus que jamais au programme ! L'Éducation est de nouveau sanctionnée : - 2,9 %, mais pas le ministère de l'Intérieur : + 4,4 %, ni l'Armée : + 400 millions d'euros !

Le budget Défense [1 000 dollars par habitant, 2^e après les USA, en % du PIB, dans l'OTAN] permettra d'acheter des armes au couple franco-allemand... qui n'a pas fait pression pour réduire ce budget ! S'y ajoute l'exonération d'impôt des armateurs et leurs actionnaires... Mais retraités, fonctionnaires, grecs gagnant au mieux 600 € par mois feront les sacrifices financiers ! Pour l'École publique, la réduction de moyens est abyssale ! La libéralisation du secteur public et la privatisation de l'enseignement sont en marche...

► Résistance...

Depuis 2005, elle ne faiblit pas dans l'Éducation ! Manifestations, blocages, occupation de centaines d'écoles, grèves (plus de 12 l'an passé) sont organisées contre ces mesures qui détruisent l'État, et malgré la répression. Les enseignants sont souvent pris pour cibles lors des affrontements. Certains craignent le licenciement pour leur engagement. Les syndicats -OLME du secondaire, DOE du primaire- s'adressent à tous, dans le pays

et ailleurs. L'IE², le CSEE³, la CES⁴ et nombre de syndicats de l'Éducation apportent aide et soutien. Certains ont un

"Anastasia, 45 ans, non titulaire depuis 10 ans, en temps partiel subi, 350 € par mois..."

Yannis, 62 ans, titulaire depuis 34 ans, en poste dans un lycée arménien, 1 400 € par mois..."

Source : *Le Monde*

rôle fondamental d'analyse : la Grèce n'est qu'un point de départ, elle semble désignée pour servir de laboratoire de la mondialisation, un lieu test des financiers pour évaluer jusqu'où il est possible d'aller dans les atteintes aux services publics. Car ces politiques seraient mises en place dans toute l'Europe, surtout au sud...

À Exarcheia comme partout en Grèce, la jeunesse comme les adultes, discute encore et encore de la situation. Hormis les partis au pouvoir (*gauche, droite, extrême droite* !), les autres partis, les diverses mouvances, les encagoulés..., à gauche du PASOK on compterait une soixantaine de formations politiques ! La situation reste explosive mais comment construire un mouvement de masse ? Dans les discussions, Takis craint "une forme de violence incontrôlée, de tous contre tous", et Marina "la peur d'une montée du fascisme"...

Nicole Hennache

¹ Proche de l'école polytechnique où les étudiants en 1973 bataillèrent contre la dictature des colonels ;

² Internationale de l'Éducation, cf *Le lien* n°168, septembre 2011 (6^e congrès de l'IE) ;

³ Comité syndical européen de l'éducation ;

⁴ Confédération européenne des syndicats.

Organisation du système

École publique et entièrement gratuite
Scolarité obligatoire de 6 à 15 ans (sept. à juin)
• **Pré scolaire (4/5 ans)**
Jardin d'enfants payants / école maternelle gratuite
(Chute de l'accès à la maternelle)
• **École primaire (6/11 ans)**
6 ans, 160 jours de classes, 5 h / j
Titre de fin d'études pour accéder au collège
• **École secondaire (12/14 ans)**
3 ans, 165 jours de classe, 6 h / j
Brevet des collèges pour s'inscrire en lycée
• **Secondaire supérieur (15/17 ans)**
3 ans, 165 jours de classe, 6 h / j,
Lycées : général, polyvalent, technique et prof.
• **Enseignement supérieur (18/24 ans)**
Examen d'entrée, quotas dans chaque filière
90 % des étudiants sortent du lycée général
Diplômés du supérieur : 11 % de la population active.